

L'état du tourisme et l'État

Jean Pelletier

Volume 9, numéro 1, mars 1990

Plans et politiques touristiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080283ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080283ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Pelletier, J. (1990). L'état du tourisme et l'État. *Téoros*, 9(1), 2-2.
<https://doi.org/10.7202/1080283ar>

L'état du tourisme et l'État

Jean Pelletier

L'arrivée du printemps 1990 a coïncidé avec la première manifestation publique d'une coalition pour la valorisation en tourisme québécois regroupant les principaux intervenants des industries du tourisme et du voyage. L'émergence récente d'un tel regroupement témoigne à la fois de l'importance grandissante du tourisme en termes de recettes et d'emplois et de l'inquiétude des intervenants face à la discrétion du ministère du Tourisme au chapitre du financement, de la promotion, de la destination et des produits québécois.

Il s'agit là d'un bien curieux paradoxe à l'heure où tous sont d'accord pour reconnaître que le tourisme est un domaine en pleine croissance dans un contexte de forte concurrence à l'échelle mondiale.

Récemment, dans une entrevue publiée en octobre dernier dans le mensuel L'hospitalité, même le Premier ministre, Robert Bourassa, reconnaissait que "les études effectuées au cours des dernières années démontrent clairement que l'industrie touristique sera la première industrie en importance en l'an 2000".

Au niveau du gouvernement fédéral, on assiste également à une diminution significative des budgets dévolus à la promotion de la destination Canada alors que les ténors de l'industrie touristique regroupés au sein d'une association nationale tiennent depuis plusieurs années le même discours que la coalition québécoise. Qui plus est, à l'échelle canadienne, le secteur privé - le Conference Board du Canada - s'est doté, avec le soutien financier des gouvernements et de grandes entreprises comme les transporteurs aériens et les chaînes hôtelières, d'un Institut canadien de recherche sur le tourisme. On constate ainsi, au Québec et au Canada, des signes évidents que le tourisme est encore une idée neuve et un secteur prometteur.

Et pourtant, nombre d'intervenants ont le vif sentiment que les agents gouvernementaux de Québec et d'Ottawa ont le souffle court et des moyens de plus en plus limités. Là où le bât blesse, c'est au moment de passer des discours aux actes.

Le présent numéro vise à faire un tour d'horizon de la situation et des perspectives de développement du tourisme vu sous l'angle des plans et politiques des gouvernements. Rappelons qu'un numéro de Téoros publié en 1984 (vol. 3, no 2) a déjà été consacré à l'intervention étatique dans le domaine touristique.

Au cours des six dernières années, il y a eu changement de partis politiques à la barre provinciale et au niveau fédéral. Et chaque palier de gouvernement nous a déjà donné en 72 mois quatre ou cinq ministres successifs pour faire des tournées de promotion à New York ou Paris. Combien se souviennent qu'en 1984 et en 1985, Québec et Ottawa ont publié des documents de réflexion sur le tourisme de demain?

Depuis cette époque lointaine, l'État fait le ménage dans les programmes dits anappropriés, allège les structures, cherche à réglementer moins et mieux (nous dit-on) et

privatise les sociétés d'État (Québecair à Québec et Air Canada à Ottawa).

La direction prise par les gouvernements paraît claire à première vue: l'État, en plus d'être aux prises avec des déficits budgétaires récurrents, cherche à modifier sensiblement les règles du jeu en laissant jouer de plus en plus les lois du marché sans entraves. C'est en quelque sorte la généralisation du libre échange: de plus en plus de Québécois et de Canadiens voyagent à l'étranger, de moins en moins d'Américains nous rendent visite...

La situation n'est pas toujours aussi tranchée que le ton des discours. Plus d'un aurait remarqué qu'on parle de moins en moins de la délégation de gestion au secteur privé des éléphants gris comme les installations olympiques ou le Palais des congrès de Montréal. De la même manière, le programme électoral (1985) de l'actuel gouvernement annonçait l'abolition rapide de la SEPAQ (Société des établissements de plein air du Québec) qui gère une foule d'équipements et de territoires, des pistes du mont Sainte-Anne au golf de Fort-Prével en passant par d'excellents lieux de chasse et de pêche à Anticosti ou ailleurs. Le journal Le Soleil du 15 mars 1990 dévoilait que le déficit accumulé par la société d'État au cours des cinq dernières années s'approchait de 12 millions de dollars.

Plus il y a d'entrepreneurs qui découvrent qu'ils dépendent du tourisme pour leur bonne santé financière - et l'arrivée de la TPS va le confirmer aux distraits -, plus l'État semble chercher la voie du développement. Tant à Québec qu'à Ottawa, les déclarations d'intention(s) sont rares et les textes d'orientation(s) rarissimes: même les stratégies d'intervention au-delà de 1992 sont floues alors que de grandes balises sont observables au plan international (multiplication des destinations, émergence des nouveaux marchés, tendances lourdes des comportements, compétition féroce pour protéger ses acquis ou augmenter ses parts en termes de recettes).

Et quand des objectifs sont clairement identifiés, l'intendance laisse à désirer. Prenons le cas de Montréal: la nouvelle administration municipale a consacré des énergies appréciables pour renouveler la machine de guerre locale (intégration de CIDEM-Tourisme à l'OCTGM, planification stratégique d'une relance, mise en place d'un nouveau chef d'orchestre touristique, etc.): les intervenants privés, la CUM et les gouvernements du Québec et d'Ottawa omettent encore de contribuer de façon significative à l'objectif de doubler l'achalandage touristique d'ici l'an 2000. Pendant ce temps, les villes d'Ottawa et de Toronto continuent d'avancer au pas de course avec des munitions quantitatives et qualitatives à la mesure des ambitions... montréalaise et québécoise...

Puisse le présent numéro aider les lecteurs et les intervenants à prendre la mesure des enjeux. Les objectifs de développement sont à la fois exigeants et emballants. L'État y est interpellé. Puissent nos gouvernements retrouver un nouveau souffle et choisir une direction claire qui permette aux partenaires de cheminer de concert. †